



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2216>

Adrien Martinez : sécurité à l'école, une opération de com' anxiogène

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2016-2017 - Conseil national d'août 2016 -



L'École Émancipée

S'il faut retenir une chose de ce que Najat Valaud-Belkacem et Bernard Cazeneuve ont présenté hier, c'est « la volonté affirmée de développer dans l'institution scolaire une culture pérenne de la gestion du risque et de la sécurité ». Ces mots ne sont pas les miens. Ce sont textuellement ceux de la ministre en introduction de la présentation des mesures et consignes de sécurité pour les écoles, collèges et lycées.

Culture pérenne de la gestion du risque et de la sécurité donc. Ces propos sont à lier à ceux de Manuel Valls, qui, au moment de la nouvelle prolongation pour 6 mois de l'état d'urgence cet été, disait "il y aura d'autres attentats, et d'autres innocents tués". Aveux d'impuissance qui se multiplient au sein du gouvernement. Aveux d'impuissance qui sont parfaitement logiques tant ce gouvernement s'est entêté dans des réponses inopérantes pour traiter la question terroriste. D'un point de vue de la politique extérieure, alors que jamais dans l'histoire la réponse guerrière ne s'est révélée efficace contre les mouvements terroristes, le gouvernement français poursuit l'intensification des frappes au Moyen-Orient. Et ici, à aucun moment il n'a envisagé de s'attaquer sérieusement à l'oppression et à l'exploitation que la société française fait subir à celles et ceux d'entre nous qui sont issus de l'immigration post-coloniale. Violence spatiale par la relégation dans des quartiers de périphérie. Violence au travail dans l'assignation aux métiers les plus bas dans l'échelle hiérarchique des emplois. Violence raciste, islamophobe, dont on voit quotidiennement l'effroyable progression. S'il faut un exemple, on pourra le prendre dans l'actualité de cet été. La tuerie de Nice a servi d'argument pour que des maires signent des arrêtés d'interdiction du burkini sur les plages, avec l'assentiment de Valls, sans qu'une quelconque relation de cause à effet n'ait été établie. Quelques jours plus tard, l'extrême-droite manifeste sur les plages de Palavas les Flots et des policiers se mettent à verbaliser des femmes voilées sous le regard de plagistes leur intimant de rentrer chez elles.

A force de refuser obstinément de réfléchir sérieusement sur les causes profondes du terrorisme, parce que, pour citer Valls « expliquer, ce serait excuser », le gouvernement participe d'une hystérisation de la société qui la rend non seulement aveugle et impuissante à comprendre ce qui se passe, mais aussi violente, et parcourue d'actes et prises de position racistes, islamophobes.

Que risquent de produire l'opération de communication d'hier des deux ministères et les mesures présentées qui relèvent quasi exclusivement du champ sécuritaire ? Sans revenir sur le détail de ces mesures, on sent bien qu'elles ne risquent pas d'avoir d'effet concret sur la réalité de la menace terroriste. Par contre, l'effet de caisse de résonance des médias est immédiat, vous l'avez certainement vécu tant les sollicitations téléphoniques des SD ont été nombreuses ; on peut en trouver trace par exemple sur le site du Monde qui titre « l'école en première ligne face à la menace terroriste ». Tout cela légitime l'idée que la menace serait permanente sur l'ensemble du territoire, de façon indéterminée, qu'elle se cacherait derrière n'importe quel visage. Encore une fois développement d'un climat anxiogène propice aux dérives racistes là où la raison et l'objectivation devraient être centrales.

Car, il ne s'agit pas de ne rien faire. Mais il faut faire ce qui marche.

L'école doit-elle avoir comme manifestation prioritaire une réponse sécuritaire ? Je ne pense pas. Car au vu du contexte ambiant qui conduit assez rapidement à ce que tout acte, toute situation soit requalifié selon un paradigme raciste, le risque est grand que cela débouche dans chaque ville et village sur une anxiété exacerbée qui conduira à suspecter le musulman ou la musulmane du coin d'un éventuel passage à l'acte. Non. Pour reprendre Philippe Merieu, l'école doit « semer le rationnel, instruire, partager », « construire du commun », permettre à tous « d'entrer en empathie avec les autres et des les découvrir comme d'autres soi-même ». Et bien sûr s'engager dans une dynamique émancipatrice, une école qui lutte contre toutes les inégalités, qu'elles soient de classe, de race, ou de genre.